

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du Général De Gaulle  
BP 1354  
68100 MULHOUSE

Mulhouse, le 09/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TOTAL MARKETING FRANCE**

238 bis Rue de Belfort  
68050 MULHOUSE

Références : 3787\_2022\_05\_06\_totalenergies access\_Mulhouse\_VIIC\_SS

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2022 dans l'établissement TOTAL MARKETING FRANCE implanté 238 bis Rue de Belfort 68050 MULHOUSE. L'inspection a été annoncée le 05/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'action collective « stations-service » se décline sur tout le territoire de la DREAL Grand Est. Elle se déroule du 25/04/22 au 06/05/2022. Elle est centrée sur les ICPE classées en 1435 sous le régime DC, ce qui représente environ 95% des stations-service.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTAL MARKETING FRANCE
- 238 bis Rue de Belfort 68050 MULHOUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006703787
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La station service objet du contrôle comporte 3 ilots distribuant chacun sur 2 postes de distribution du SP95, SP98, GO, GO+ (pompes numérotées de 1 à 6). Elle ne distribue pas de gaz liquide.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- au niveau des risques accidentels : prévenir du risque d'explosion par fuite de gaz, et le risque d'incendie par inflammation accidentelle d'hydrocarbures.
- au niveau des risques chroniques, prévenir la pollution de l'eau par déversement accidentel d'hydrocarbures, et également prévenir la pollution de l'air par émissions de vapeurs d'hydrocarbures (COV - Composés Organiques Volatiles).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R512-47	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle périodique régime DC	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11	/	Sans objet
Alarme optique ou sonore	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	/	Sans objet
Rapports d'entretien annuels des moyens de lutttes incendies	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.2	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle n'a pas conduit à relever de non-conformité sur les points contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2016, article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La déclaration relative à une installation est adressée [...] au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de l'accusé de réception du dossier de modification communiqué en 2015, au moment du passage en tout automatique de la station, actant le classement 1435 par bénéfice de l'antériorité au régime de la déclaration. L'exploitant présente le récapitulatif annuel des volumes de vente 2021 relevant 1758,09 m3 d'essences, 5300 m3 de gazoil, soit 7058,09 m3 au total. Ces volumes annuels correspondent au régime de la déclaration. L'exploitant présente le relevé instantané des volumes stockés dans les différentes cuves, qui comporte également les capacités de chacune des cuves. Elles correspondent aux volumes déclarés en 2015 soit 25 m3 de SP95, 70 m3 de GO, 6 m3 de SP98 et 19 m3 de GO+. Cette activité est non-classée, ainsi qu'indiqué dans le dossier de 2015. Il n'y a pas de distribution de gaz liquide sur cette station.
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contrôle périodique régime DC**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le dernier contrôle périodique établi en date du 12/07/2018. Il présente une non-conformité liée à l'absence de bordereaux de suivis de déchets. Ce point a été contrôlé sur le BSD du nettoyage du séparateur d'hydrocarbure (voir infra).
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Alarme optique ou sonore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :[...] sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;[...] pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B.[...] pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;[...]
<b>Constats :</b> Sur chaque îlot est présent un interphone. Celui de la pompe 5 a été testé : l'appel à l'interphone a conduit à une mise en communication avec la société de télésurveillance. La présence d'extincteur homologué avec une date de vérification datant de moins de 1 an a été vérifiée pour chaque îlot. La présence d'une réserve de produit absorbant avec le moyen nécessaire à sa mise en oeuvre (pelle) a été constatée.
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rapports d'entretien annuels des moyens de luttés incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le dernier rapport d'entretien et de vérification des moyens de lutte contre l'incendie en date du 21/02/2022. L'ensemble des réserves d'extinction automatique a été vidé lors d'un acte de vandalisme. La station a été fermée une semaine le temps de rendre à nouveau opérationnel le système. Les extincteurs ont ainsi été contrôlés le 21/02/2022 et le 28/02/2022. La station est connecté avec la société de télésurveillance SCUTUM.
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, étanchéité du sol
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.
<b>Constats :</b> L'état du sol a été observé : il n'a pas été constaté la présence de fissures notables ou d'éclats dans le béton susceptible de constituer un point d'infiltration (contrôle non exhaustif).
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Présence d'un séparateur d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. [...] . Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le dernier bon de travail de maintenance du séparateur à hydrocarbures en date du 23/11/2021. La présence et le fonctionnement de l'obturateur automatique y est attesté. La page 1 du BSD correspondant est daté du 22/11/2021, soit un jour avant. Le prestataire, joint par téléphone après l'inspection, a expliqué que la première page du BSD correspondait au début de la tournée de nettoyage de différents séparateurs. La page 4 relative à la station contrôlée porte la date du 23/11/21, date du nettoyage du séparateur de cette station. L'exploitant présente aussi le certificat CERTIB AFNOR de la société SAINT DIZIER Environnement pour les séparateurs qu'elle fabrique. La présence du séparateur a été constatée. Il porte la mention ISD Environnement Saint-Dizier EN 124 NF C250 Séparateur.
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Distribution de carburant
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stations services dont le volume distribué est supérieur à 500 m <sup>3</sup> / an sont équipées de systèmes actifs de récupération des vapeurs. Les systèmes de récupération des vapeurs de carburant sont constitués de quatre types d'équipements : [...] - un flexible de type coaxial ou présentant des garanties équivalentes afin de véhiculer à la fois le carburant et les vapeurs, - un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs du réservoir du véhicule pour les transférer vers le réservoir de la station-service ;
<b>Constats :</b> La présence d'un organe déprimogène a été constatée sur la pompe 6 en ouvrant ce poste de distribution. Il a également été vérifié la présence de l'aspiration des vapeurs au niveau du pistolet de distribution pour cette pompe. Hors champ de contrôle : La date de vulcanisation des tuyaux des pistolets SP95 et SP98 de la pompe 5 a été vérifiée et date de moins de 6 ans dans les deux cas (2019).
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Distribution de carburant
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de régulation [...] est en boucle fermé. Le signal de mauvais fonctionnement du système de récupération des vapeurs entraîne l'arrêt de la distribution de carburant dès lors que la réparation n'est pas réalisée sous 72 heures
<b>Constats :</b> Le report d'alarme de fonctionnement du système a été vu sur l'écran de suivi dans le local technique (pas de caisse sur cette station). L'exploitant indique qu'en cas de dysfonctionnement, un report d'alarme est destiné à la société de télésurveillance.
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Distribution de carburant
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser avant la mise en service du système de récupération de vapeurs, après toute réparation du système et ensuite au moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle sur site par un organisme [...] Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques pendant un délai d'au moins six ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport d'essai de récupération des vapeur phase 2 datant du 21/11/2019. Ce rapport d'essai ne relève pas de non-conformité.
<b>Observations :</b> sans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet